

LA CULTURE, C'EST BEAU MAIS C'EST CHER

Face à l'augmentation du coût de la vie, comment maintenir l'accès à la culture pour tous? Petite enquête auprès de ceux qui résistent.

Il y a quelques semaines, le quotidien flamand *De Standaard* sonnait l'alerte. En dix ans, le prix des produits culturels aurait augmenté de 30 à 60 %. Une augmentation plus rapide que le coût de la vie qui a grimpé de 20 % depuis 2005. Exemple concret: pour leur dernière grande rétrospective picturale consacrée à Marc Chagall, les Musées royaux des Beaux-Arts proposaient au printemps dernier le prix plein de 17,50 euros les week-ends. Même si l'entrée permanente reste abordable (8 euros), le prix des grandes expositions temporaires est prohibitif pour certains. Tout comme le ticket de cinéma, devenu un vrai luxe populaire. Entre 10 et 11 euros la place pleine en Multiplex dans les grandes villes. Si on ajoute le tarif de la baby-sitter et la note du restaurant, ça fait cher pour se faire une toile en amoureux.

Face à cette réalité économique, une seule manière de continuer à sortir intelligemment: résister. En étudiant les propositions de réduction ou en se rabattant sur les cinémas d'art et essai. Au cinéma Vendôme à Bruxelles, vous pouvez admirer Poelvoorde dans le dernier film de Jaco Van Dormael pour seulement 8 euros. La séance tombe à 6,75 euros chaque lundi et toute l'année pour les étudiants. La vie est plus chère, oui, mais les contre-propositions existent pour trouver "le juste prix".

LE DÉFI DE LA DÉMOCRATISATION

Beaucoup d'institutions culturelles se posent la question de manière éthique, afin de préserver leur public. Pour Bozar, Société anonyme de droit public (qui ne reçoit de subsides qu'à hauteur d'un quart de son budget et doit se battre chaque année pour 50 % de son fonctionnement), l'accès à la culture est fondamental tout en maintenant une programmation de prestige. *"L'idée du juste prix est au cœur de notre démarche. Pour cela, une vraie politique de différenciation à l'égard du public est nécessaire"*, note Filip Stuer, directeur commercial et marketing à Bozar. *"Pour les expositions, nos tarifs ont été cadrés en 2012 et n'ont pas bougé depuis, poursuit-il. Le coût d'une exposition est de 12 euros. Mais il y a toujours des remises possibles. Il y a des tarifs réduits à 10 ou 6 euros. Le mercredi nous avons lancé avec succès une opération à 2 euros pour les moins de 26 ans ou les chercheurs. Il y a aussi plein d'expositions gratuites à travers ce qu'on appelle le Bozar Street, c'est un passage couvert où toutes les installations sont libres*

d'accès. Cet été, pour quatre expositions payantes, sept étaient gratuites."

Pour ce qui est des concerts, la question est plus délicate, puisque soumise à l'inflation prononcée du cachet des artistes. Trois cents euros. C'est le prix du ticket prestige pour le concert de Madonna au Sportpaleis d'Anvers le 28 novembre. La reine de la pop aurait même déclaré au magazine *Newsweek*: *"Les gens dépensent 300 dollars pour des choses qui n'en valent pas la peine. Donc travaillez bien et économisez dès maintenant pour voir mon show, je veux cet argent"*. Chacun ses valeurs. Au Bozar aussi les grands concerts de musique classique sont plus chers. *"Les gens sont prêts à payer le prix pour les concerts de prestige, assure Filip Stuer. Alors on se fixe sur les prix d'Amsterdam ou Paris, autour de 150 euros. Mais c'est en maintenant certains hauts tarifs qu'on peut aussi proposer des solutions démocratiques en parallèle. On ne refuse jamais un jeune qui se présente à la dernière minute."*

Créer un goût, c'est aussi le défi de ces institutions culturelles qui cherchent à drainer un public jeune. Tout en sachant que les étudiants ont la vie plus dure qu'il y a dix ans. 400.000 étudiants travaillent en Belgique pour financer leurs études, soit 75 % de plus qu'en 2005 selon les chiffres de la FAPEO (Fédération des associations de parents de l'enseignement officiel). *"Nous sommes prêts à proposer des grilles tarifaires extrêmement équilibrées, mais on doit quand même rentrer dans nos frais. Et on se demande parfois si des expositions à 1 ou 2 euros ont encore du sens"*, conclut Filip Stuer.

LA CRISE DU LIVRE... ET DE LA PRESSE ÉCRITE

L'autre vrai défi de la culture en Belgique reste le prix du livre, plus cher qu'en France (entré 5 et 15 %). La raison? Une taxe d'un autre âge baptisée "tablette", appliquée depuis les années 70 aux livres édités en France et importés en Belgique (soit environ 70 % du marché du livre belge). Cette mesure, créée afin de pallier les taux de change, n'a plus de raison d'être à l'heure de la monnaie unique. Elle est pourtant toujours à l'œuvre chez les plus gros distributeurs belges (Interforum Benelux, filiale d'Éditis ou Dilibel, filiale de Hachette).

Une mesure qui enfamme Charles Cachelou, directeur commercial de la célèbre librairie Filigranes à Bruxelles:

"La tablette handicape toute la chaîne du livre en Belgique, dit-il. Dans la réalité de l'Europe moderne, cette taxe n'a plus de sens et nous nous battons chaque jour auprès des politiques pour la faire supprimer". Les effets pervers sont réels. La clientèle belge se rabat sur les libraires frontaliers. Ou bien sur Amazon, qui vend au prix français et livre gratuitement en Belgique.

Autre difficulté: l'augmentation de l'offre numérique illégale. Dernières en date: les plateformes de téléchargement illégal Torrent T4.1.1 qui mettent en ligne une quarantaine de romans de la rentrée littéraire 2015, dont les derniers Christine Angot ou Amélie Nothomb. Mais pour Charles Cachelou, le défi du livre est peut-être ailleurs que dans son coût. *"Les gens ne sont pas forcément rebutés par le prix des livres, explique-t-il. Le vrai défi pour nous c'est de leur faire passer la porte d'une librairie. Pour cela, deux solutions. Capitaliser sur notre valeur ajoutée, c'est-à-dire nos libraires qui sont tous de*

grands experts du livre. Et faire bouger les gens." Tous les moyens sont bons. Il y a trois semaines chez Filigranes, des centaines d'adolescentes se pressaient pour assister à la dédicace de la youtubeuse mode et beauté Marie Lopez (pour son livre *#EnjoyMarie* chez Anne Carrière). *"Il y avait cinq heures de file d'attente! On peut nous critiquer mais c'est notre moyen de faire vivre la librairie, constate Charles Cachelou. On est aussi heureux de vendre une poétesse russe aux Éditions de Minuit que le dernier Guillaume Musso."* C'est dit.

Reste le problème des plus petites librairies indépendantes (soit les points presse de proximité), très fragilisées ces dernières années par la crise de la presse papier. Près de mille points presse ont disparu en dix ans selon les chiffres du SPF Economie. *"Environ une librairie ferme chaque semaine actuellement"*, s'inquiétait déjà en 2013 Alexandre Ribadiera de l'ASBL ProdiPress (chargée de la promotion et de la défense des diffuseurs de presse). De plus en plus, les gens achètent la presse en grande surface ou la lisent sur Internet, poussant les petits libraires à fermer ou se diversifier (confiseries, tabac, jeux...). Mais sans vraie mobilisation, c'est toute une sociabilité qui risque de disparaître. Dernière solution en date: signer la pétition "Je soutiens mon libraire". Pour que l'accès à la culture reste une réalité pour tous.

Juliette Goudot